

Questions orales

M. Lang: Monsieur l'Orateur, il ne faudrait pas oublier que la Commission Hall a recommandé la création de l'administration ferroviaire des Prairies à titre de mesure provisoire. Le rapport prévoit même la disparition de cette administration d'ici 1990. Certains producteurs et organismes de l'Ouest estiment qu'il serait avantageux de déterminer l'avenir des voies ferrées plus rapidement et plus clairement. Je me suis entretenu avec ces groupes de producteurs et ils appuient presque sans réserve ce que nous avons fait jusqu'ici. J'ignore si je rencontrerai les ministres provinciaux. Cela dépendra peut-être de la correspondance plutôt fructueuse que nous échangeons maintenant, mais il faut noter que les groupes de producteurs eux-mêmes se sont dits essentiellement d'accord avec notre façon de procéder et que les seuls qui ne soient pas de cet avis sont non seulement les ministres provinciaux des transports, mais aussi de sérieux adversaires politiques.

* * *

● (1152)

L'INDUSTRIE**NORTHERN TELECOM—LES MOTIFS DES LICENCIEMENTS
MALGRÉ LES PROMESSES**

M. Cyril Symes (Sault Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Le 30 septembre, j'ai demandé par écrit au ministre qu'on fasse enquête sur le fait que Northern Telecom, une filiale de Bell Canada, aura renvoyé 1000 travailleurs d'ici la fin de l'année même si cette société avait promis au gouvernement qu'elle générerait 860 années-hommes par année pendant les cinq prochaines années en échange d'un prêt de 140 millions de dollars consenti à la Turquie par la Société pour l'expansion des exportations en vue de l'achat de matériel téléphonique. Le ministre peut-il expliquer pourquoi Northern Telecom renvoie des travailleurs au lieu de créer des emplois grâce à l'aide du gouvernement?

L'hon. Jack H. Horner (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, j'aimerais tenir cette question pour préavis. Je ne connais pas les détails de l'affaire Northern Telecom.

M. Symes: Quand le ministre me donnera une réponse, j'aimerais aussi qu'il réponde à la question suivante. Étant donné que ces dernières années, le gouvernement fédéral a donné à Northern Telecom plus de 1 million de dollars en remise de droits de douane, 10 millions de dollars de subventions et 44 millions de dollars d'impôts différés, pourquoi le gouvernement n'exige-t-il pas en retour certaines garanties pour obliger la compagnie à créer des emplois au lieu de renvoyer des travailleurs?

M. Horner: Je me renseignerai sur la question, monsieur l'Orateur.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**LA NÉGOCIATION D'UN ACCORD DE GARANTIES NUCLÉAIRES—
DEMANDE DE RAPPORT**

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Compte tenu de l'importance, pour le Canada, de l'extraction de l'uranium du point de vue de l'emploi, des

[M. Mazankowski.]

exportations et du commerce, le ministre peut-il nous dire s'il a été en mesure de négocier un accord de garanties nucléaires avec la Communauté économique européenne et le Japon de façon que les expéditions d'uranium canadien, qui ont diminué depuis le début de cette année, puissent reprendre?

L'hon. Donald C. Jamieson (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, depuis que j'ai abordé cette question à la Chambre avant l'ajournement, il y a eu une série de réunions, dont la plus récente s'est tenue la semaine dernière. Nous enregistrons des progrès, mais, jusqu'à maintenant, nous n'avons pas atteint la situation où nous pourrions reprendre les expéditions. J'ai bon espoir que les parties concernées, à savoir les pays clients, accepteront de se conformer aux conditions imposées par le Canada, et nous travaillons dans ce sens. J'espère que le problème sera résolu avant la fin de cette année.

* * *

LES FINANCES**LES PRÊTS AUX PETITES ENTREPRISES, AUX AMÉLIORATIONS
AGRICOLES ET AUX OPÉRATIONS DE PÊCHE—LES MOTIFS DE
L'ABSENCE DE PRÊTS PAR LES BANQUES**

M. R. E. McKinley (Huron-Middlesex): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Au cours de la dernière session parlementaire, la Chambre a adopté des modifications à la loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles, à la loi sur les prêts aux petites entreprises et à la loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche, et à cette époque, le prédécesseur du ministre nous a dit qu'il y aurait des discussions avec les banques, de façon que des prêts soient accordés par les banques en vertu de ces lois. On me signale qu'on ne trouve pratiquement aucune banque qui offre des prêts à ses clients en vertu de ces lois, et je me demande si ces discussions ont eu lieu et s'il sera possible d'obtenir ces prêts dans un avenir très proche. Cette question est particulièrement importante du fait des conditions économiques qui existent aujourd'hui dans notre pays.

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je vais immédiatement étudier cette question. On ne m'a fait part d'aucune difficulté dans ce domaine, mais je veillerai à ce que la loi soit appliquée et que les banques proposent effectivement ces prêts.

* * *

LE LOGEMENT**LES MOTIFS DU MANQUE DE PROTECTION DES ACHETEURS**

M. Benno Friesen (Surrey-White Rock): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des affaires urbaines. Comme l'ex-ministre qui détenait ce portefeuille a fait preuve d'une malheureuse précipitation dans la réalisation des programmes PAAP, il est arrivé à des gens, comme par exemple ceux de Bear Creek, d'être honteusement exploités par des entrepreneurs de passage, comme j'en ai déjà parlé au ministre, ainsi que par la directive du gouvernement voulant que les inspecteurs en logement ne s'intéressent qu'à la sécurité des prêteurs sans s'occuper des acheteurs. Je voudrais savoir pourquoi il n'a pas été question de logement dans le discours du trône et pourquoi il n'y a pas de protection offerte à ceux qui achètent une maison.